

# Demande d'autorisation environnementale

Articles R.181-13 et suivants du code de l'environnement

N° 15964\*01

La loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'applique aux données nominatives portées dans ce formulaire. Elle garantit un droit d'accès et de rectification pour ces données auprès du service destinataire. Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique destiné à traiter votre demande d'autorisation environnementale. Les destinataires des données sont les services de l'Etat.

## Procédures concernées par l'autorisation environnementale sollicitée

Ne sont pas compris dans le champ d'application du présent Cerfa, les projets visés au II de l'article L.181-2 du code de l'environnement.

Demande d'autorisation environnementale concernant :

- ☒ Une ou plusieurs installations, ouvrages, travaux ou activités soumis à autorisation mentionnés au I de l'article L. 214-3 du code de l'environnement
- ☐ Une ou plusieurs installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation mentionnées à l'article L. 512-1 du code de l'environnement
- ☐ Un autre projet soumis à évaluation environnementale mentionné aux articles L. 181-1 et au II du L. 122-1-1 du code de l'environnement

Autres procédures concernées :

- ☐ Une ou plusieurs installations classées pour la protection de l'environnement soumises à enregistrement mentionnées à l'article L. 181-2 du code de l'environnement
- ☒ Une ou plusieurs installations, ouvrages, travaux ou activités soumis à déclaration mentionnés au II de l'article L. 214-3 du code de l'environnement
- ☐ Une ou plusieurs installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration mentionnées à l'article L. 181-2 du code de l'environnement, sauf si cette déclaration est réalisée à part
- ☐ Une activité, une installation, un ouvrage ou des travaux requérant une autorisation pour l'émission de gaz à effet de serre (au titre de l'article L. 229-6 du code de l'environnement)
- ☐ La modification de l'état des lieux ou de l'aspect d'une réserve naturelle (au titre des articles L. 332-6 et L. 332-9 du code de l'environnement)
- ☐ La modification de l'état des lieux ou de l'aspect d'un site classé ou en instance de classement (au titre des articles L. 341-7 et L. 341-10 du code de l'environnement)
- ☐ Une ou plusieurs activités, installations, ouvrages ou travaux requérant une dérogation « espèces et habitats protégés » (au titre de l'article L. 411-2 du code de l'environnement)
- ☒ Une ou plusieurs activités, installations, ouvrages ou travaux pouvant faire l'objet d'une absence d'opposition au titre du régime d'évaluation des incidences Natura 2000 (au titre de l'article L.414-4 du code de l'environnement)
- ☐ Un dossier agrément OGM (au titre de l'article L. 532-3 du code de l'environnement)
- ☐ Un dossier agrément déchets (au titre de l'article L. 541-22 du code de l'environnement)
- ☐ Une installation de production d'électricité requérant une autorisation d'exploiter (au titre de l'article L. 311-1 du code de l'énergie)
- ☒ Une activité, une installation, un ouvrage ou des travaux requérant une autorisation de défrichement (au titre des articles L. 214-13 et L.341-3 du code forestier)
- ☐ Une installation de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent (au titre des articles L. 5111-1-6, L. 5112-2, L. 5114-2, L. 5113-1 du code de la défense, L. 54 du code des postes et des communications électroniques, L. 621-32 et L. 632-1 du code du patrimoine, L. 6352-1 du code des transports)

## Informations générales sur le projet

2.1 Nature de l'objet de la demande

Nouveau projet activité, installation ouvrage ou travaux ☐

Extension/Modification substantielle<sup>1</sup> ☒

2.2 Adresse du projet

N° voie

Type de voie Route

Nom de la voie de la Cabane Noire

Lieu-dit ou BP

Code postal

13800

Localité Istres

<sup>1</sup> Modifications substantielles d'une AIOT existante conformément à l'article R.181-46 du code de l'environnement. Le présent formulaire portera sur les modifications envisagées ainsi que leurs interactions avec les installations déjà existantes.



### 2.3 Pour un projet terrestre, précisez les références cadastrales :

Commune d'implantation	Code postal	N° de section	N° de parcelle	Superficie de la parcelle	Emprise du projet sur la parcelle
Istres : parcelle AC0056	13 800		56	1__ ha 74 a 75 ca (m²)	0__ ha 9__ a 87 ca (m²)
Istres : parcelle AC0061	13 800		61	0__ ha 12 a 32 ca (m²)	0__ ha 12 a 32 ca (m²)
Istres : parcelle AC0062	13 800		62	0__ ha 12 a 97 ca (m²)	0__ ha 5__ a 25 ca (m²)
Istres : parcelle AC0063	13 800		63	0__ ha 18 a 57 ca (m²)	0__ ha 13 a 70 ca (m²)
Istres : parcelle AC0064	13 800		64	0__ ha 14 a 87 ca (m²)	0__ ha 7__ a 19 ca (m²)
Istres : parcelle AC0147	13 800		147	7__ ha 43 a 97 ca (m²)	0__ ha 27 a 40 ca (m²)
				__ ha __ a __ ca (m²)	__ ha __ a __ ca (m²)
				__ ha __ a __ ca (m²)	__ ha __ a __ ca (m²)
				__ ha __ a __ ca (m²)	__ ha __ a __ ca (m²)
				__ ha __ a __ ca (m²)	__ ha __ a __ ca (m²)

**2.4 Pour un projet maritime ou fluvial, précisez les références géographiques :**

[illegible]

## 2.5 Certificat de projet éventuellement délivré

Avez-vous demandé un certificat de projet ?

Oui ☐ Non ☒

Si oui, précisez le numéro d'enregistrement du certificat de projet n°

**Identification du demandeur** (remplir le 3.1.a pour un particulier, remplir le 3.1.b pour une entreprise)

S'agissant d'un projet IOTA (1° de l'article L. 181-1), nombre de pétitionnaires : 1\_\_<sup>2</sup>

**3.1.a Personne physique (vous êtes un particulier) :**

Madame ☐ Monsieur ☐

Nom, prénom

Date de naissance

Lieu de naissance

Pays

### 3.1.b Personne morale (vous êtes une entreprise)

Dénomination Métropole Aix-Marseille-Provence

Raison sociale CT Istres Ouest Provence

N° SIRET ~~2000 54 807 000 306~~ 200 054 807 000 17

Forme juridique Etablissement public

### 3.2 Adresse

<sup>2</sup> Se référer à l'annexe II : remplir autant de cadres que nécessaire.



N° voie		Type de voie	Chemin	Nom de voie	du Rouquier
				Lieu-dit ou BP	
Code postal	13800	Localité	ISTRES		
Si le demandeur habite à l'étranger		Pays	FRANCE	Province/Région	
N° de téléphone	04 42 11 16 13	Adresse électronique			
<b>3.3 Référent en charge du dossier représentant le pétitionnaire</b>				Madame	<input type="checkbox"/>
				Monsieur	<input checked="" type="checkbox"/>
Cocher la case si coordonnées identiques que celles du pétitionnaire (3.1)					
Nom, prénom	CHAZALON CLAUDE			Raison sociale	EPAD OUEST PROVENCE
Service				Fonction	CHEF DE PROJETS
<b>Adresse</b>					
N° voie	5	Type de voie	ALLEEE	Nom de voie	DE LA PASSE-PIERRE
	TRIGANCE 2			Lieu-dit ou BP	
Code postal	13800	Localité	ISTRES		
N° de téléphone	04 42 41 16 41	Adresse électronique	cchazalon@epad.fr		

## Informations obligatoires sur le projet

**4.1.1 Description de l'AIOT envisagée, de ses modalités d'exécution et de fonctionnement, des procédés de mise en œuvre, notamment sa nature et son volume [cf projets tels que définis à l'article L.181-1 du code de l'environnement].**

Le projet consiste en l'extension de la station d'épuration de Rassuen, située à Istres (13), en bordure de la RD52. Autorisée par arrêté préfectoral du 2 juin 2005, elle collecte et traite les eaux usées de la ville d'Istres, à l'exception des quartiers d'Entressen et du Mas Neuf.

Composée de deux files de traitement, elle présente une capacité de 50 000 équivalents-habitants (EH).

En cohérence avec le PLU, afin de faire face à l'urbanisation à venir, à l'abandon de la STEP d'Entressen et au raccordement de certains secteurs de la commune aujourd'hui en assainissement non collectif, sa capacité être portée à 75 000 EH, soit une charge brute de 3950 kg/j de DBO5, en créant une nouvelle file de traitement. Certains ouvrages seront également remis à niveau.

La future STEP sera à même de recevoir des matières de vidanges. En revanche, elle n'admettra pas de graisses extérieures, ni de produits de curage (hormis à usage exclusif de l'exploitant). Elle continuera de recevoir comme aujourd'hui les boues de la STEP d'Entressen, tant que cette station restera en service.

Les travaux dureront 15 mois et devraient débuter en 2021, avec une mise en service en 2023.

Le phasage des travaux est établi de façon à ce que le traitement des eaux usées parvenant à la STEP puisse se poursuivre pendant toute la durée du chantier : ainsi, il n'y aura aucune période de rejet aussi courte soit elle sans traitement des effluents.

La description du projet, sa justification, ses modalités d'exécution et de fonctionnement et des procédés mis en œuvre sont détaillés dans l'étude d'impact en P.J. n°4 au présent formulaire.



#### 4.1.2. Description des moyens de suivi et de surveillance :

Pendant les travaux, les dossiers de consultation des entreprises (DCE) comporteront des exigences particulières en matière de protection de l'environnement en lien avec le dossier d'autorisation environnementale : mesures de prévention de la pollution des sols et des eaux, gestion des déchets, évaluation des volumes pompés lors des rabattements de nappe et décantation des eaux avant rejet dans le réseau pluvial, respect des mesures vis-à-vis du milieu naturel...

Le respect de ces mesures sera suivi par le Maître d'ouvrage et le Maître d'œuvre. En complément, les travaux feront l'objet d'un suivi environnemental, au travers d'un Assistant à Maîtrise d'Ouvrage Environnement.

En phase d'exploitation, les mesures de surveillance et de suivi de la STEP et du système de collecte seront conformes à l'arrêté du 21 juillet 2015 et au manuel d'autosurveillance.

En complément, le milieu récepteur des eaux traitées fera l'objet de plusieurs suivis : nappe de la Crau, Roubine des Platanes, herbiers présents à l'embouchure dans la Darse n°1 du GPMM. Ces derniers sont détaillés dans l'étude d'impact en P.J. n°4 au présent formulaire.

#### 4.1.3. Description des moyens d'intervention en cas d'incident ou d'accident ainsi que les conditions de remise en état du site après exploitation et, le cas échéant, la nature, l'origine et le volume des eaux utilisées ou affectées :

En phase travaux, pour le cas où une pollution accidentelle surviendrait, l'entreprise titulaire prévoira un plan d'intervention avant le démarrage des travaux, comprenant :

- La liste des personnes et organismes à prévenir : protection civile, services de la police de l'eau, maître d'ouvrage... ;
- Un plan d'accès au site permettant une intervention rapide ;
- Les modalités d'identification de l'accident (nature des matières concernées, volume,...) ;
- Les modalités de récupération et d'évacuation des substances polluantes ainsi que le matériel adapté aux opérations (pompes, bacs de stockage,...).

En cas d'incident susceptible de provoquer une pollution accidentelle, l'entreprise prendra immédiatement toutes les dispositions nécessaires afin de limiter les effets sur le milieu et d'éviter qu'un tel incident ne se reproduise. Elle informera également, dans les meilleurs délais, les autorités compétentes.

L'entreprise est tenue, une fois les travaux terminés, de replier l'ensemble de ses installations et de nettoyer parfaitement les terrains mis à sa disposition pour les besoins du chantier.

Enfin, les travaux feront l'objet d'un suivi environnemental, au travers d'un Assistant à Maîtrise d'Ouvrage Environnement.

En phase exploitation, l'installation et le réseau de collecte seront suivis conformément à l'arrêté du 21 juillet 2015 et au manuel d'autosurveillance de l'exploitant : télésurveillance, analyse des risques de défaillance... Tout incident pourra donc être identifié pendant l'exploitation permettant de prendre les mesures pour y remédier en faisant preuve de réactivité. De même, le milieu récepteur des eaux traitées fera l'objet de plusieurs suivis : nappe de la Crau (pose de piézomètres), Roubine des Platanes, herbiers présents à l'embouchure dans la Darse n°1 du GPMM. Ces derniers sont détaillés dans

Dans l'éventualité où l'exploitation de la STEP serait abandonnée, les ouvrages la constituant feraient l'objet d'une déconstruction avec tri et évacuation des déchets vers les filières de gestion disponibles. Le site serait ainsi remis en état.

Les masses d'eau concernées par le projet du fait des rejets d'eaux traitées sont : la nappe des Cailloutis de la Crau (FRDG104), la roubine des Platanes, le Golfe de Fos (FRDC04) via la Darse n°1. Le rabattement de nappe prévu pendant les travaux concerne les formations variées du bassin versant de la Touloubre et de l'étang de Berre (FRDG513).

#### 4.2.1 Activité IOTA

Précisez la ou les rubrique(s) de la nomenclature « loi sur l'eau » dans laquelle ou lesquelles l'installation, l'ouvrage, les travaux ou les activités doivent être rangés :

Numéro des rubriques concernées	Libellés des rubriques	Désignation des seuils ou critères dans lesquels s'inscrit l'IOTA	Régime
2.1.1.0.	Stations d'épuration	charge supérieure à 600 kg DBO5	A
2.1.2.0.	Déversoirs d'orage	charge supérieure à 600 kg DBO5	A
1.1.1.0.	Sondage, forage, essais...	Ouvrages et installations liés au rabattement de nappe en chantier	D
1.1.2.0.	Prélèvements eaux souterraines	Volume pompé pour rabattre la nappe supérieur à 200 000 m3/an	A


#### 4.2.2 Activité ICPE

Précisez la ou les rubrique(s) de la nomenclature des installations classées dans laquelle ou lesquelles l'installation doit être rangée :

Numéro des rubriques concernées	Libellés des rubriques avec seuil	Désignation des installations avec taille exprimées avec les unités des critères de classement	Régime

4.2.3. Pour les projets, qui ne sont ni des IOTA ni des ICPE, mentionnés au deuxième alinéa du II de l'article [L. 122-1-1](#), lorsque l'autorité administrative compétente pour délivrer l'autorisation est le préfet, et pour les projets mentionnés au troisième alinéa de ce II :

Précisez la ou les rubrique(s) de la nomenclature relative à évaluation environnementale (annexe de l'article R. 122-2 du code de l'environnement) dans laquelle ou lesquelles l'installation doit être rangée :

#### Signature de la demande

À Istres

Le 06 Juillet 2020

Signature du demandeur



